

EXAMEN SIMILI N° 3
Un point sera soustrait de toute copie mal présentée

Exercice I : (3 points)

Le marché de l'huile au Maroc

Le marché de l'huile alimentaire reste toujours tendu. Le prix a subi une autre hausse de 3 % en juin. Cela s'explique par plusieurs augmentations du cours international du soja, produit de référence du marché, qui a marqué une hausse de 50 %.

Pour autant, et malgré la hausse régulière des prix du détail, le volume des ventes d'huile, produit incontournable, n'a pas baissé. « L'offre est toujours diversifiée avec des prix de vente différents ».

Le marché se caractérise par une concurrence normale et plutôt saine. L'allusion est faite ici à l'arrivée de Savola qui, par une politique commerciale très agressive, avait fortement gêné Lesieur et mis en danger les autres producteurs. Cette société, en partie à capitaux saoudiens, avait été accusée de pratiquer le dumping pour gagner des parts de marché...

Selon le cabinet Nielsen, les différents producteurs d'huile de table ont maintenu leurs ventes. Ainsi, Lesieur Cristal, Leader du marché, contrôle 62,2% du marché. Elle est suivie des Huileries du Souss avec 22,4%, puis de Savola Morocco avec 10,70% du marché.

Pour les autres opérateurs du marché, notamment les Huileries de Meknes, les Conserveries de Meknes et Siof, les parts de marché sont respectivement de 0,4%, 0,5% et 3,7%.

Texte adapté

Source : La Vie Economique 07/08

T.A.F. :

1. Expliquer les expressions soulignées (0,5 point)
2. Relever du document les principales caractéristiques du marché de l'huile au Maroc (0,5 point)
3. Préciser le régime de ce marché. Justifier (0,5 point)
4. Quels sont les moyens de la concurrence employés par les entreprises du secteur ? (0,5 point)
5. Peut-on dire que la loi de la demande est vérifiée sur le marché de l'huile végétale ? Justifier (0,5 point)
6. Quels sont les facteurs qui sont à l'origine de la hausse des prix sur le marché de l'huile au Maroc ? (0,5 point)

Exercice II : (3,25 points)

EQUILIBRE DU PRODUIT INTERIEUR BRUT (aux prix courants)

Valeurs en millions de dh	2006	2007
PIB	575 271	
Importations		206 425
Consommation finale intérieure	428 178	461 412
FBCF	165 301	187 617
Variation des stocks	16712	17 450
Exportations	224 522	271 346
Taux d'investissement en %	28,73	

Source : Haut commissariat au plan

T.A.F. :

1. Calculer le PIB pour l'année 2007 (0,5 point)
2. Calculer les importations de 2006 (0,5 point)
3. Calculer et interpréter le taux de variation :
 - a- de la FBCF (0,5 point)
 - b- du PIB (0,5 point)

4. Calculer le taux d'investissement de 2007, interpréter le résultat obtenu (0,75 point)
5. Vérifier l'égalité Ressources – Emploi pour l'année 2007 (0,5 point)

Exercice III : (2,5 points)

Finances publiques: La dégradation continue Le déficit budgétaire grimpe à 17 milliards à fin mars Baisse inquiétante des recettes fiscales

Les caisses de l'Etat s'assèchent de mois en mois. A s'en tenir aux données de la Direction des études et des prévisions financières du département de l'Economie, la situation des finances publiques s'est davantage dégradée au terme du premier trimestre 2013. Le déficit budgétaire a atteint 17 milliards de DH à fin mars 2013 contre 6,6 milliards à la même période de 2012. Ceci, malgré un solde excédentaire des comptes spéciaux du Trésor de 1,1 milliard de DH. Pour combler ses besoins de financement, le Trésor a dû mobiliser près de 30 milliards de DH sur le marché intérieur.

A la base du déséquilibre entre les charges et les ressources, le fort repli des recettes fiscales. Selon les données recoupées du ministère des Finances et du Trésor, celles-ci ont régressé de 5,7% pour s'établir à 46,3 milliards de DH. Signe du marasme économique, le recul s'explique essentiellement par la baisse des recettes des impôts directs et en particulier de l'IS. Preuve que les entreprises qui s'acquittent de leurs impôts buttent sur des difficultés.

A l'opposé, les recettes de l'IR, cet impôt prélevé à la source a marqué une augmentation de 3,6% de ses recettes à 8,9 milliards de DH. Dopé aussi en cela par l'effet des augmentations des salaires dans le secteur public.

Mais le produit des impôts indirects a été aussi affecté par la baisse. Bien que relativement légère de manière globale (-0,4%), elle renferme des disparités selon les impôts. La taxe intérieure de consommation a régressé de 1,9% sous l'effet notamment de la baisse de consommation des produits énergétiques et les tabacs manufacturés. Quant aux recettes de la TVA, elles ont quasiment stagné.

Dans le même contexte, et démantèlement tarifaire oblige, les recettes des droits de douane ont chuté de 21,6% pour s'établir à 1,9 milliard de DH.

En revanche, les recettes perçues au titre des droits d'enregistrement et de timbre ont augmenté de 19,7% pour se chiffrer à 4,5 milliards de DH. Ceci s'explique par la révision à la hausse du barème de la vignette sur les véhicules automobiles et des différentes mesures introduits par la loi de Finances 2013.

Source : L'économiste du 20/05/2013

T.A.F. :

1. Caractériser la situation des finances publiques au terme du premier trimestre 2013 (0,5 point)
2. Expliquer cette situation (0,5 point)
3. Relever et quantifier une recette budgétaire (0,5 point)
4. Face à cette situation des finances publiques, quel était le choix de l'Etat (0,5 point)
5. Citer et expliquer une limite de cette solution (0,5 point)

Exercice IV : (4,5 points)

Document 1 :

Après avoir atteint un pic au cours de l'été 2008 soit 5% en moyenne dans la zone euro et aux Etats-Unis, le taux d'inflation a baissé pour atteindre 0,3% en décembre.

Cette baisse s'explique essentiellement par l'effondrement des prix des produits de base sur le marché des matières premières, l'excès de l'offre qui caractérise l'ensemble des marchés nombreux et très concurrentiels à l'échelle mondiale. Par ailleurs, la baisse des prix se traduit d'ores et déjà par une contraction marquée de l'activité et de l'emploi. L'ajustement des prix à la baisse sur le marché des biens de consommation durables a toutes les chances de suivre celui des quantités, comme on le constate pour les constructeurs automobiles où les intervenants sont beaucoup moins nombreux.

Le propre de la baisse des prix quand elle est généralisée et durable est de prendre à contre-pied les paris sur l'avenir faits par les entrepreneurs. La baisse du niveau général des prix oblige, en effet, les entreprises à liquider leurs stocks et réduire l'emploi plutôt que de continuer à produire à perte. A quoi s'ajoute, de façon systématique

l'effet dissuasif qu'elle exerce sur la consommation : pourquoi acheter maintenant si les prix doivent baisser demain ? Si on ajoute la montée du chômage, la conséquence est une chute prolongée de la demande en dessous des capacités d'offre de l'économie.

Source : Alternatives Economiques, Hors série N°8, 2^{ème} trimestre 2009

Document 2 :

Pour contrecarrer la crise déclenchée en 2008, les banques centrales aux Etats-Unis comme dans la zone euro, ont d'abord réagi par des interventions massives sur les marchés monétaires. Elles espéraient ainsi parer à la crise de liquidité et résorber l'écart considérable qui s'était formé entre les taux d'intérêt sur les marchés interbancaires et leurs propres taux directeurs.

Ainsi, la banque centrale américaine a brisé le plancher historique de 1% et portait en décembre son taux entre 0% et 0,25 %. Par ailleurs, les banques centrales ont injectés des liquidités importantes en achetant des titres publics (443 milliards d'euros ont été injectés par la Banque Centrale Européenne (BCE) et près de 1000 milliards aux Etats-Unis).

Au Maroc, Bank Al Maghrib (BAM) a réduit le taux de la réserve monétaire à 12%, permettant ainsi d'injecter 9 milliards de dirhams dans le système bancaire. Mais le déficit des trésoreries bancaires s'est creusé de deux milliards de dirhams, cause de l'augmentation du déficit de la balance courante. En effet, le solde courant qui était excédentaire depuis 2001, est devenu déficitaire, ce déficit s'explique par une forte progression des importations (+23,9%), face à une très faible progression des exportations... La crise est bien là même le taux de chômage risque de dépasser les 10% avant la fin du 1^{er} trimestre 2009, selon les prévisions du Haut Commissariat au Plan (HCP), après une tendance durable à la baisse. **En 2007, le nombre de chômeurs n'était que de 1 092 000 personnes soit un taux de 9,7%.**

Source : Finances News Hebdo du 19.03.2009 (texte adapté)

T.A.F. :

1. Sur la base des documents 1 et 2, reproduire et compléter le tableau ci-dessous :(1 point)

Marché	Type du marché selon l'objet	Caractéristique des composantes du marché
Marché des matières premières		
Marché des capitaux		

2. Préciser en justifiant, le régime du marché des constructeurs automobiles. (document 1) (0,5 point)

3. Montrer que le passage souligné dans le document 1 décrit une phase de désinflation. (0,5 point)

4. Relever du document 1 l'impact de la déflation sur l'économie. (0,5 point)

5. En se référant au document 2, reproduire et compléter le tableau ci-après : (1 point)

Institution de régulation	Politique monétaire	
	Manipulation des instruments	Objectifs visés (intermédiaires et finals)
Banque Centrale Américaine et Européenne		
Bank Al Maghrib		

6. Calculer le nombre d'actifs occupés en 2007 (voir le passage souligné document-2). Justifier les calculs. (0,5 point)

7. Evaluer l'impact de la crise sur (document 2) :

- La balance commerciale. (0,5 point)

Exercice V : (1,75 points)

Dans le court terme, une révision de détermination de la valeur du dirham, c'est-à-dire selon un panier de devises plus large accompagnée d'une dévaluation audacieuse serait judicieuse pour réduire le déficit commercial. L'environnement actuel s'y prête. Le cours du baril de pétrole oscille autour de 40 dollars et la production céréalière locale promet d'être à son plus haut niveau. Les risques inflationnistes ne semblent pas être au-delà de la capacité de contrôle et de maîtrise de Bank Al Maghrib.

Source : La Vie Economique du 13.03.2009

T.A.F. :

- 1)- Définir : Dévaluation (0,25 point)
- 2)- Quels sont les objectifs d'une politique de dévaluation (0,5 point)
- 3)- Est-ce qu'une telle politique atteint toujours ses objectifs. Justifier (0,5 point)
- 4)-Evaluer l'impact d'une éventuelle dévaluation du dirham sur les importations dans le contexte décrit dans le document. (0,5 point)

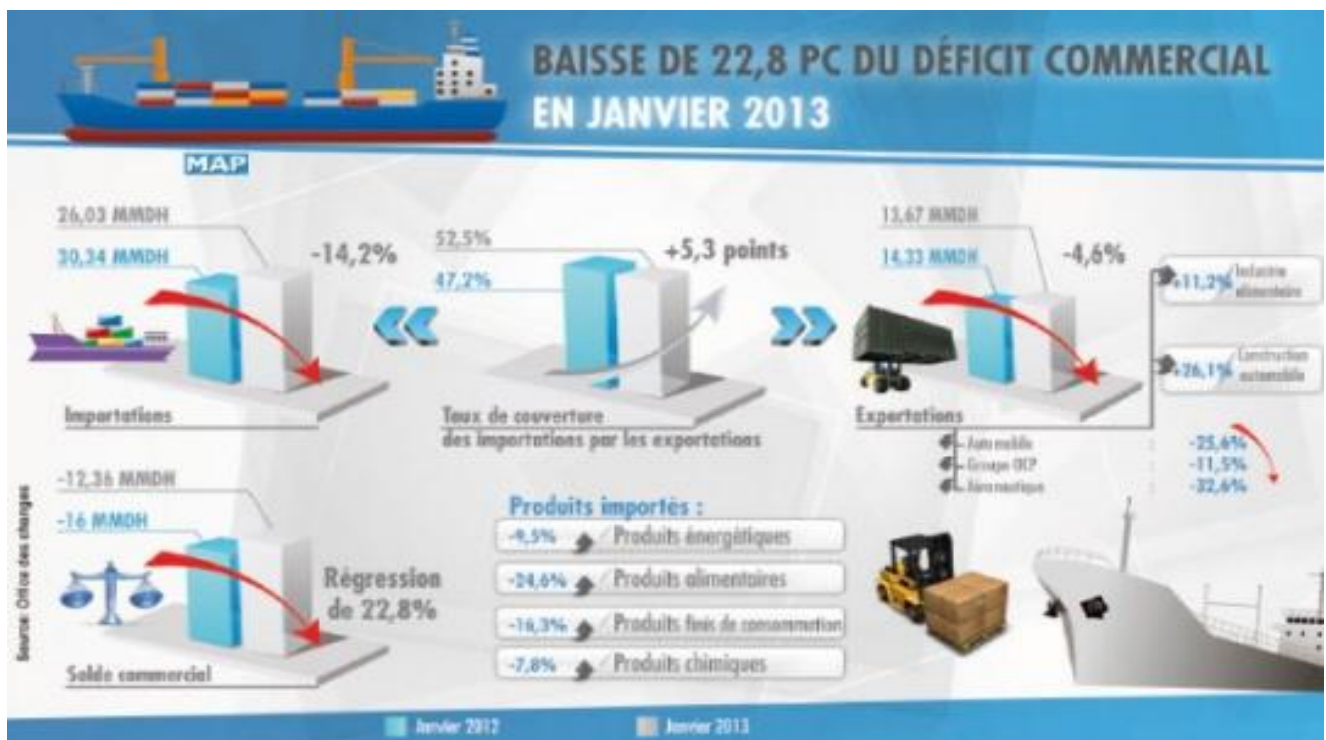
Exercice VI : (5 points)

Échanges extérieurs

Le déficit commercial s'est allégé en janvier

Enfin, une bonne nouvelle en ce début d'année : le déficit commercial s'allège de **22,8%** entre les mois de janvier 2012 et de 2013. Cette détente s'explique par une baisse de 14,2% des importations contre une baisse limitée des exportations de 4,6%. La baisse des importations est générale à l'exception du gasoil et du fuel, qui progressent de 12,9%. Tous les autres secteurs reculent, notamment en ce qui concerne le blé (-84,4%), les tourteaux et autres résidus des industries alimentaires (-32,2%) qui démontrent la bonne tenue de la campagne agricole d'hiver.

Les importations de voitures de tourisme sont en forte baisse (-21,7%) de même que les parties et pièces de rechange pour voitures de tourisme (-28,3%). Les importations passent ainsi de 30,33 milliards de DH en janvier 2012 à 26,03 milliards de DH en janvier 2013.



Bonne tenue des exportations

Concernant les exportations, elles se sont bien comportées dans l'industrie alimentaire (+11,2%) à 1,56 milliard de DH et les automobiles ont progressé de 26,1% à 419 millions de DH. Dans le même temps, les autres secteurs régressaient avec, au premier rang, les ventes de l'OCP, qui passent de 2,997 milliards de DH à 2,65 milliards de DH. Dans cet indicateur, il faut retenir une très légère baisse des dérivés phosphatés (-1,9%), mais aussi une forte baisse des phosphates bruts (-29,4%).

Les ventes à l'export du secteur textile et cuir baissent de 7% à 2,53 milliards de DH tandis que celles de l'électronique chutent de 10,8% à 548 millions de DH. Par ailleurs, on est loin de constater une hausse de la demande adressée au Maroc, mais comme en même temps les importations baissent, cela amène une amélioration du taux de couverture des importations par les exportations de l'ordre de 5,3 points. Enfin, les recettes des Marocains résidents à l'étranger (MRE) augmentent de 0,8% passant à

4,64 milliards de DH à fin janvier 2013 et les investissements directs de l'étranger progressent de 2,9% à 1,33 milliard de DH. Du côté du tourisme, les recettes de voyages marquent une hausse de 5,9% à 4,37 milliards de DH, laissant planer de bons espoirs pour la saison 2013.

Source : Le Matin du 18/02/2013

T.A.F. :

- 1- Expliquer l'expression soulignée du document (0,5 point)
- 2- Justifier par le calcul la valeur en gras du document (1 point)
- 3- Interpréter cette valeur (0,5 point)
- 4- A partir du document, relever les caractéristiques du commerce extérieur marocain
- 5- *Question de synthèse* : dans une synthèse argumentée, caractériser le commerce extérieur marocain et analyser ses performances au début de l'année 2013 comparaison faite par rapport à ces dernières années. (3 points)